BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE



SEPTEMBRE 2023

collectif DDH



SITUATION DES DROITS HUMAINS EN TURQUIE EN SEPTEMBRE 2023

01 *PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES*

02 *TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS*

04 *RÉPRESSION DE GULENISTES*

05 *REPRESSION À l'EGARD DES KURDES*

06 *RÉPRESSION TRANSFRONTALIÈRE*

07 *RÉFUGIÉS ET MIGRANTS*

08 *DROITS DES FEMMES*

09 *IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE*

10 *LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS*

12 *LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION*

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Sezgin Tanrıkulu, députée de l'opposition, révèle que 7 personnes, dont 2 mineurs, sont mortes lors d'incidents provoqués par des discours de haine, 5 personnes sont mortes en détention, 19 sont mortes en prison, 4 sont mortes à la suite de tirs de la police ou de l'armée ou en marchant sur une mine et 10 sont mortes à la suite de tirs aléatoires au cours des 7 premiers mois de l'année 2023.

Un tribunal d'Istanbul a condamné six policiers à quatre ans de prison pour leur implication dans la mort d'un détenu nommé Birol Yıldırım dans un commissariat d'Istanbul en 2021.

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç porté disparu, ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées du gouvernement depuis 2016.



*** Yusuf Bilge Tunç**



TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Le nombre de personnes en Turquie ayant déposé plainte pour mauvais traitements et brutalités policières en 2022 a augmenté de 22 % par rapport à l'année précédente.

Partout en Turquie, des autorités pénitentiaires chargées d'examiner les demandes de libération conditionnelle, les Conseils d'Administration et d'Observation, rejettent le droit à la libération conditionnelle aux prisonniers politiques, alors que les autres détenus en bénéficient de plein droit.



Conditions carcérales

- **REFUS DE SOINS MEDICAUX**

Fevzi Arslan, un prisonnier malade de la prison de type T n° 1 d'Urfa, n'a pas reçu le corset dont l'utilisation est obligatoire et n'a pas été envoyé à l'hôpital.

Selver Yıldırım, une détenue malade de la prison pour femmes d'Ankara, n'a pas été soignée et risque de perdre la vue.

Les prisonnières de la prison fermée pour femmes de Sincan, dont la journaliste emprisonné Dicle Müftüoğlu, ont été forcées d'être examinées menottées à l'hôpital.

- **CONDITIONS INHUMAINES et PRIVATION ARBITRAIRE DES DROITS**

Celalettin Can, écrivain incarcéré dans une prison d'Istanbul, n'a reçu ni nourriture ni eau pendant deux jours.



TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

La prison d'Afyon refuse de remettre à l'écrivain Rizgar Turhan , emprisonné depuis 1995, les livres "Cangoriyên Mişarê" et "Dilopek Ji Ava Jînê", qu'il a écrits en prison.
Isa Kaya, un prisonnier de la prison de type T de Kayseri, n'a pas reçu son livre kurde "Mirxas" pendant 3 mois au motif qu'il est "en cours d'examen".

Il a été signalé que dans la prison de type L n°9 d'Istanbul Marmara (Silivri), l'eau qui coule des robinets dans les cellules est boueuse et la nourriture donnée aux prisonniers est faible et de mauvaise qualité.
Une prison d'Ankara refuse de livrer un instrument de musique envoyé au journaliste emprisonné Fırat Arslan.

- **VIOLENCE INFLIGEE PAR LE PERSONNEL DE PRISON**

Il a été signalé qu'un prisonnier nommé HBA dans la prison de Diyarbakır avait été soumis à des violences physiques.

Des gardiens de prison à Ağrı ont agressé physiquement et ligoté deux détenues pendant quatre heures.

Une personne nommée Baki Kuzey a été soumise à des violences physiques par les gardiens avec lesquels il s'était disputé dans le district de Çankaya à Ankara et a été détenue en étant menottée dans le dos.

Violences des forces de l'ordre

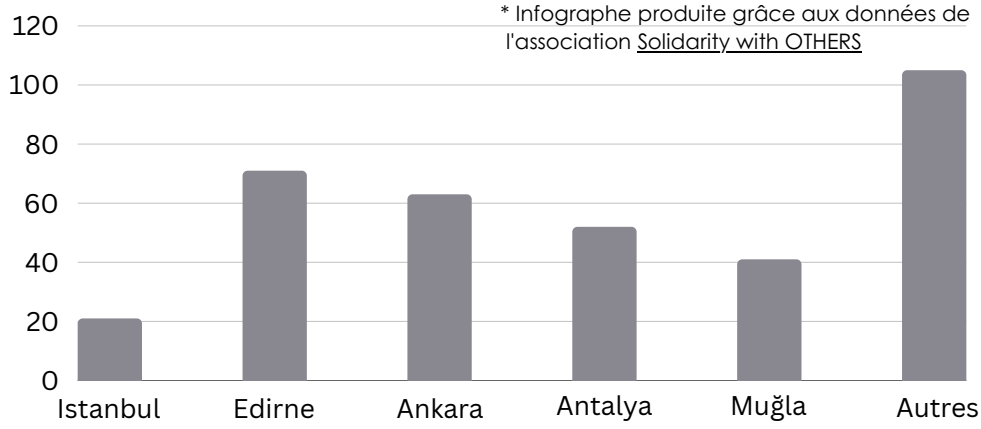
Hasan Dinç a été soumis à la violence physique des gardes du jardin national égéen à Ankara. Hasan Dinç a également été soumis à la torture et aux mauvais traitements dans les toilettes du poste de police de Yavuz Selim où il a été emmené après avoir été détenu.

Oya Ş., a déclaré que les officiers de police du commissariat de Bornova Çamdibi ont utilisé du gaz poivré, l'ont battue et l'ont attaquée avec des remarques sexistes et racistes.



RÉPRESSION ENVERS LES SYMPATISANTS DU MOUVEMENT GULEN

En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité.

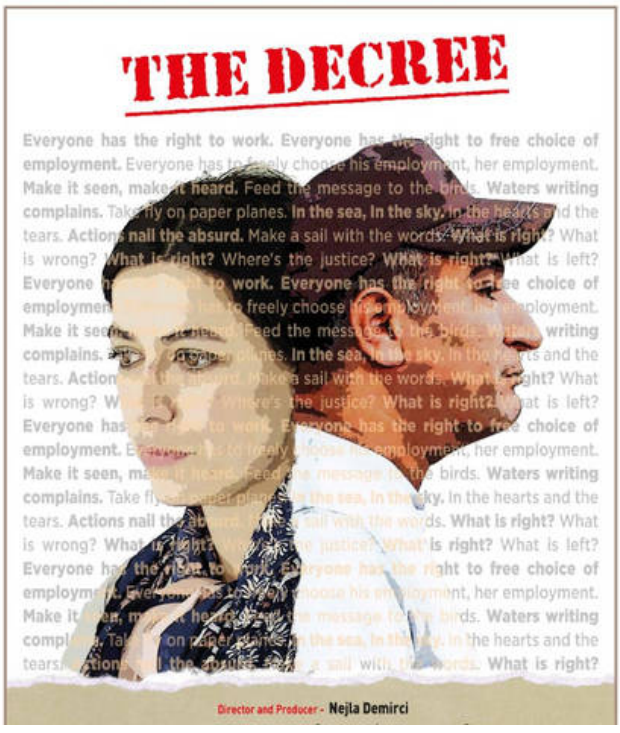


Tout au long du mois, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins **353** personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

Semra Banko, une femme qui a été refoulée vers la Turquie depuis la Grèce, où elle s'était enfuie avec son mari, sa fille et son bébé de 18 mois pour échapper à l'emprisonnement sur la base des accusations fallacieuses de terrorisme en raison de ses liens présumés avec le Mouvement Gulen, a été arrêtée par les autorités turques.

Le ministère turc de la culture et du tourisme a annoncé qu'il avait retiré son soutien à un festival du film après que le comité d'organisation soit revenu sur sa décision de retirer un documentaire intitulé "Kanun Hükmü" (Décret-loi), décrivant le sort des victimes de la purge qui a suivi le coup d'État en Turquie.

Par la suite la municipalité d'Antalya a annulé ce festival de cinéma vieux de 60 ans, le Festival du film de l'Orange d'Or d'Antalya, pour ne pas soutenir projeter le film.



*** Affiche du film le décret-loi**

RÉPRESSION À L'EGARD DES KURDES

À Şırnak, un garçon de 12 ans heurté par un véhicule blindé de police est grièvement blessé.

La Fondation des droits humains (IHD) avait documenté en 2023 qu'au moins 44 personnes ont perdu la vie dans l'espace de 15 ans, et ce dans les zones rurales de la partie est de la Turquie où vit principalement la population kurde.

Un tribunal de Diyarbakır a condamné Narin Gezgör, membre fondatrice de l'Association des femmes Rosa, un groupe kurde de défense des droits des femmes, à sept ans et six mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

Ciblage des politiciens kurdes

Il est allégué que Doğukan Yen, membre de l'Assemblée des jeunes du Parti de la Gauche Verte, a été kidnappé et forcé à monter dans une voiture par deux personnes prétendant être des officiers de police dans le district d'Ataşehir à Istanbul le 25 août 2023. Doğukan Yen a été menacé alors qu'il se trouvait dans la voiture et a été libéré le même jour.

La police de Şanlıurfa a arrêté le politicien kurde Kamil Göktaş, accusé de diffusion de propagande terroriste dans un discours.

Un tribunal de Diyarbakır a condamné l'homme politique local Seyit Narin à un an de prison.
Un tribunal a condamné la politicienne kurde et ancienne députée Selma Irmak à quatre ans et deux mois de prison pour avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan et dénigré le gouvernement.

Ciblage de population civile

Des supporters d'Amedspor arrêtés pour ne pas s'être levés pendant le chant de l'hymne national ont été déférés au palais de justice pour « insulte aux signes de souveraineté de l'État ».

5 supporters d'Amedspor, dont un enfant handicapé, venus au stade avec leurs uniformes pour assister au match Sarıyerspor-Amedspor à Istanbul ont été agressés par un groupe raciste.

Un agriculteur kurde de la province de Muş, dans le sud-est de la Turquie, aurait été sévèrement battu par des soldats dans un centre de détention.



* Arrestation des supporters d'Amedspor lors du match

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

L'Orion Policy Institute, un groupe de réflexion basé à Washington, D.C., a publié un rapport selon lequel la Turquie est à la fois l'auteur et le destinataire de la répression transnationale, qui se réfère aux tentatives des gouvernements d'intimider, de harceler, de réduire au silence et de persécuter les citoyens basés à l'étranger.

Koray Vural, un homme d'affaires qui travaillait comme enseignant et administrateur dans des écoles proches du Mouvement Gulen au Tadjikistan et qui exerçait depuis longtemps des activités commerciales, a été enlevé hier par des inconnus dans la capitale Douchanbé. On a affirmé que Vural avait été kidnappé par l'Organisation nationale de renseignement turc (MIT) et qu'il serait emmené en Turquie.

Des documents judiciaires obtenus par un site d'information ont confirmé que Koray Vural, un homme d'affaires turc supposé avoir été rendu par les services de renseignement turcs depuis le Tadjikistan, avait été profilé par des diplomates turcs dans le pays en 2017 et signalé au ministère des Affaires étrangères à Ankara. Vural a été porté disparu le 16 septembre. Le 21 septembre, le député de l'opposition et grand défenseur des droits de l'homme Ömer Faruk Gergerlioğlu s'est inquiété du fait que Vural pourrait être confronté à des mauvais traitements au cours de sa détention informelle.



* Koray Vural après son arrestation

Un véhicule appartenant à JIN TV a été touché par une attaque de drone armé dans la zone entre Qamishli et Amuda dans le nord-est de la Syrie. Le conducteur du véhicule, Najmeddin Faisal, est décédé et la journaliste Dalila Agid a été blessée.

Un responsable militaire irakien annonce qu'un drone qui a tué trois officiers antiterroristes kurdes provenait de Turquie.



RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

Le militant politique kurde Amir Kahrizi est menacé d'expulsion vers l'Iran bien qu'il ait droit au séjour en tant que réfugié.

L'acteur de théâtre iranien Ali Pouransari, emprisonné pendant un an pour avoir participé aux manifestations de Mahsa Jîna Emînî et qui était venu en Turquie avec l'intention d'aller au Canada, a été arrêté et transféré au centre de rapatriement de Tuzla (GMM). Les autorités turques veulent renvoyer Pouransari en Iran.

Les gardes-frontières turcs et grecs ont tiré jeudi sur un groupe de 11 demandeurs d'asile fuyant la répression politique du gouvernement turc.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé que des sanctions seraient imposées aux Syriens qui ne parviendraient pas à quitter Istanbul avant le 24 septembre alors qu'ils étaient enregistrés dans d'autres villes.

Les réfugiés syriens enregistrés dans les zones sinistrées par le tremblement de terre en Turquie sont confrontés à la perspective de retourner dans la région malgré des conditions de vie inacceptables.

Les autorités turques ont expulsé 20 réfugiés syriens vers la ville de Ras Al-Ain dans le nord de la Syrie le 22 août, les obligeant à signer avec leurs empreintes digitales des documents indiquant qu'ils demandaient à rentrer, après avoir confisqué leurs effets personnels.



DÉFENSEURS DES DROITS

La Cour de cassation turque a confirmé les condamnations de cinq personnes, dont l'homme d'affaires et leader de la société civile Osman Kavala, défenseurs des droits et député du Parti des travailleurs de Turquie (TİP) Can Atalay, la journaliste et productrice de films Çiğdem Mater, l'urbaniste Tayfun Kahraman et le cinéaste Mine Özerden dans le procès du parc Gezi, tandis qu'elle a annulé les condamnations de trois autres accusés.

Sezin Uçar, avocate du Bureau juridique des opprimés (EHB), et Özlem Gümüştaş, coprésidente du Parti socialiste des opprimés (ESP), ont été arrêtées au palais de justice de Çağlayan où elles sont allées témoigner pour une procédure.

La Chambre des architectes d'Ankara a annoncé que Muteber Osmanpaşaoğlu, membre du conseil d'administration, avait été licencié 35 jours avant sa retraite alors qu'il était en congé de maladie et sans défense.



MINORITÉS ET GROUPES DÉFAVORISÉS

Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), l'organisme de surveillance de l'audiovisuel turc, a approuvé la diffusion d'une publicité publique anti-LGBT.

L'enquête menée contre deux étudiants portant le drapeau LGBTI+ lors de la cérémonie de remise des diplômes de la METU a été élargie. Le rectorat a annoncé qu'il prendrait des mesures à l'encontre de trois autres étudiants portant le drapeau arc-en-ciel.

Il a été révélé qu'une femme transgenre nommée C. B. a été attaquée avec un extincteur alors qu'elle attendait à un arrêt de bus à Bursa et que 7 personnes, dont un enfant, ont été arrêtées.

Le drapeau arc-en-ciel sur un stand ouvert par Feminist Boğaziçi a été enlevé de force par des policiers en civil et des unités de sécurité privées sur le campus sud de l'université Boğaziçi à Istanbul.

DROITS DES FEMMES



Au moins **42** femmes ont été assassinées par des hommes tandis que **20** sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

66 femmes ont été victimes de la violence physique.



IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe n'a pas annoncé de sanctions suite au refus de la Turquie de se conformer à une ordonnance de la Cour européenne des droits de l'homme demandant la libération du philanthrope Osman Kavala. Emprisonné en 2017, Kavala a été condamné à la réclusion à perpétuité aggravée en 2022 pour avoir incité à des manifestations antigouvernementales en 2013.

Akın Gürlek , un juge turc connu pour avoir condamné des dissidents, est nommé à la tête du Conseil supérieur de la magistrature (HSK) de Turquie.

Nacho Sánchez Amor, rapporteur du Parlement européen sur la Turquie, a déclaré que l'UE n'assouplirait pas les restrictions de voyage pour les citoyens turcs à moins que la Turquie n'assouplisse ses lois antiterroristes. La législation antiterroriste turque est fréquemment critiquée par les observateurs internationaux pour être trop large et vague, permettant une interprétation arbitraire et des poursuites politiquement motivées.

Un tribunal a imposé une interdiction d'accès à 17 autres reportages concernant les allégations de corruption formulées par un mafieux à l'encontre d'un membre d'un tribunal de première instance.



La Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé illégale la condamnation par les tribunaux turcs d'un enseignant pour terrorisme en raison d'activités telles que l'utilisation d'une application mobile ou la possession d'un compte dans une certaine banque.

Le ministre turc de la Justice, Yılmaz Tunç, a reproché à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) d'avoir condamné la Turquie dans l'affaire d'un enseignant condamné pour terrorisme en raison de ses liens avec un groupe confessionnel, accusant la Cour d'avoir outrepassé son autorité et d'avoir agi en tant que cour d'appel.



LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Le parquet d'Istanbul a ouvert une enquête sur les organisateurs d'une exposition d'art à Istanbul. Depuis son ouverture, l'exposition a été prise pour cible par des groupes religieux et nationalistes parce qu'elle contenait des nus et faisait la promotion de la propagande LGBT.

Un procureur a déposé un résumé de procédure pour le député de l'opposition, Sezgin Tanrıkulu, qui pourrait lui faire perdre son immunité parlementaire, l'accusant d'avoir insulté les militaires turcs avec ses remarques critiques à l'égard de l'armée.

Le principal leader de l'opposition turque, Kemal Kılıçdaroğlu, sera jugé pour « insulte à un agent public » en raison de ses déclarations sur un ancien ministre, Erdoğan Bayraktar, impliqué dans l'enquête pour corruption du 17 décembre 2013.
L'ancienne députée HDP Hüda Kaya a été condamnée à payer une indemnisation pour « atteinte aux droits personnels de la SADAT » en raison d'une question parlementaire.

La police de 14 provinces a arrêté 27 personnes accusées d'incitation à l'inimitié et à la haine et de diffusion de désinformation sur les réseaux sociaux.

La police d'Istanbul a arrêté un lycéen de 17 ans suite à la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo le montrant en train d'accomplir un acte obscène avec une photo du fondateur de la république, Atatürk. Il a par la suite été placé en détention provisoire.

L'écrivain Murat Gülsoy, professeur à la retraite de l'Université de Boğaziçi, s'est vu interdire l'entrée à l'école.
La Direction provinciale de l'Éducation nationale de Çanakkale a ouvert une enquête contre un directeur d'école pour avoir partagé une photo de lui en train de boire de l'alcool.

Ciblage des journalistes

Le journaliste Mehmet Karakeçeli a été soumis à des violences physiques de la part d'une personne présumée être le garde du corps du maire du district de Viranşehir à Urfa le 30 août 2023 et a été menacé de mort en disant : « Si tu écris quelque chose sur la municipalité à partir de maintenant, tu vas mourir".

Un journaliste kurde, Abdurrahman Gök , qui fait l'objet de fréquents acharnements judiciaires depuis qu'il a photographié le meurtre d'un étudiant universitaire kurde par un policier en 2017, n'a pas été libéré de prison après cinq mois de détention provisoire.

Plusieurs journalistes font l'objet des enquêtes et des poursuites :

- Ömer Çelik, arrêté dans le sud-est de la Turquie en juin 2022 et inculpé de terrorisme 10 mois plus tard, fait face à un autre acte d'accusation pour appartenance à une organisation terroriste en raison d'informations faisant état de son arrestation.
- Gökhan Özbek, journaliste indépendant gérant d'une plateforme d'information sur Twitter, et critique fervent des violations des droits humains en Turquie après le coup d'État, a été arrêté
- Le militant, écrivain et journaliste Celaletttin Can a été envoyé en prison pour purger une peine de 15 mois après avoir été reconnu coupable de diffusion de propagande terroriste pour avoir exercé les fonctions de rédacteur en chef symbolique d'un journal kurde aujourd'hui fermé.
- Un tribunal turc a imposé une interdiction de voyager à deux journalistes, Faruk Eren et Furkan Karabay, dans le cadre d'une procédure engagée suite à une plainte déposée contre eux.



LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

- Şener Levent , rédacteur en chef du quotidien Avrupa à Chypre, est condamné à 11 mois et 20 jours de prison en Turquie pour avoir insulté le président turc pour son article intitulé « Les Kurdes et nous ».
- Un tribunal a condamné à 15 mois de prison avec sursis la journaliste kurde Rojin Altay , accusée de diffusion de propagande terroriste dans ses publications sur les réseaux sociaux.
- İlknur Bilir, une journaliste vivant en Allemagne, a été arrêtée à l'aéroport Sabiha Gökçen en raison de ses publications sur les réseaux sociaux lors du tremblement de terre.
- A été inculpé le journaliste Fatih Altaylı pour insulte à un agent public en raison de ses propos visant les dirigeants de la Direction des affaires religieuses de Turquie, également connue sous le nom de Diyanet.
- Un tribunal de Bitlis a condamné le journaliste Sinan Aygül à six mois de prison pour intrusion en raison d'un rapport de 2020 sur l'utilisation abusive de dons caritatifs impliquant un député du parti au pouvoir.
- Un tribunal a condamné la journaliste Miyase Ilknur à 20 mois de prison avec sursis pour diffamation de membres de la haute magistrature en raison de son article sur les comptes bancaires offshore liés à de hauts responsables gouvernementaux.
- La police d'Istanbul a arrêté le journaliste Hasan Polat.
- Une enquête est ouverte contre le journaliste Oktay Candemir pour sa publication sur les réseaux sociaux sur l'équipe nationale féminine turque de volleyball.
- Les procureurs turcs ont inculpé le journaliste, Levent Gültekin, pour avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan en raison de ses critiques à l'égard du président à la télévision.

Censure

La police du Dersim a empêché la distribution du quotidien "Yeni Yaşam" et a arrêté le distributeur.

Plusieurs contenus et plateformes en ligne ont été censurés, majoritairement ceux qui dénoncent les illégalités commises par le gouvernement :

- Le 9e tribunal pénal d'Ankara, à la demande du Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), a bloqué l'accès au site web de Voice of Amerika Turkish, au motif qu'il diffusait sur Internet sans licence de diffusion.
- 3 reportages sur les allégations portées contre des bureaucrates de la Direction des services familiaux et sociaux d'Erzurum, relevant du ministère de la Famille et des services sociaux.
- 3 articles sur les allégations de harcèlement contre le professeur associé Serkan Hacıcaferoğlu pour violation des droits de la personne.
- 3 articles de presse mentionnant un député du MHP, Şahin Yağar, ont été bloqués par la décision du Tribunal pénal d'Erciş pour cause de violation des droits de la personne.
- 3 reportages sur Muammer Sarıdoğan, le sous-préfet du district de Karayazı par décision du tribunal pénal de Karayazı pour violation des droits de la personne.
- Au moins trois articles de presse mentionnant les noms des sous-chefs de la police d'Istanbul, Hakan Bolat et Cevdet Hürol Öztürk, pour violation des droits de la personne.
- trois articles de presse concernant un universitaire qui avait fait l'objet d'une plainte pour harcèlement.
- 26 reportages couvrant des allégations de corruption impliquant un procureur.



LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

Le nouveau recteur de l'université Boğaziçi d'İstanbul, nommé par le président turc, a lancé une enquête disciplinaire sur les universitaires qui participent aux manifestations contre les recteurs nommés par le président de l'université.

Il a été annoncé que le festival de rue Kurtuluş, organisé depuis deux ans, n'aurait pas lieu cette année en raison d'une « réponse négative » de la municipalité de Beyoğlu.

Interdictions

Plusieurs arrêtés d'interdiction de manifestation ont été signés par les préfets :

- Bursa : toutes les manifestations et événements pendant 6 jours à compter du 5 septembre 2023, citant la marche d'Istanbul à Ankara de l'Association pour la solidarité avec les familles des prisonniers et des condamnés (TAYAD)
- Izmir : tous les événements tels que les réunions, les marches, les déclarations de presse, l'ouverture de stands/tentes, la distribution de tracts, l'accrochage de bannières/affiches, les protestations, les pique-niques, les festivals, les festivals, etc. sous le nom de "We Speak Out Against LGBTI+ Phobic State Organs !".
- Van : tous les rassemblements en plein air pendant deux jours.
- Istanbul une cérémonie de commémoration pour Mahsa Amini à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.
- Au 35e jour de la résistance des travailleurs de FEDAŞ à Dersim, lun concert de solidarité a été interdit par le préfet au motif qu'il n'est «pas jugé approprié ».
- Adana : un concert prévu dans le cadre d'un festival de la jeunesse.

Arrestations et procès

Le parquet d'Ankara a inculpé cinq dirigeants syndicaux, les condamnant à quatre ans et demi de prison en raison de leur participation à une manifestation en 2022.

Plusieurs personnes ont été arrêtées lors des manifestations :

- Istanbul : 30 syndicalistes lors de la déclaration de presse du syndicat des enseignants du secteur privé,
- Izmir : 39 travailleurs sont battus et détenus après avoir résisté à leur licenciement pour cause d'appartenance à un syndicat.
- Sanliurfa : 4 personnes qui protestaient contre la démolition de 411 lieux de travail dans le district de Suruç par la municipalité nommée par le gouvernement
- 56 personnes par la police d'Istanbul, d'Adana et de Tunceli lors des manifestations contre les personnes détenues en garde à vue dans les années 1990, lors des manifestations hebdomadaires du groupe « Mères du Samedi » sur la place Galatasaray d'Istanbul.
- Kocaeli : 13 personnes lors de la projection du film Pardon organisée par la branche Kocaeli du Parti communiste (TKP),
- Izmir : 10 personnes pour manifestation contre la diffusion d'une publicité anti-LGBT sur les chaînes de télévision,
- Istanbul : 16 personnes dans une manifestation ouvrière
- 24 personnes pour avoir assisté à une cérémonie commémorative de gauche.
- Izmir : 12 personnes dans une manifestation contre les affrontements militaires dans le nord de l'Irak
- Istanbul : 15 personnes lors du sit-in de protestation des travailleurs de Trendyol, licenciés parce qu'ils étaient syndiqués.

COLLECTIF POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

"Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme" est un groupement basé à Paris, ayant pour but de sensibiliser aux violations des droits humains en Turquie et de créer des sources francophones en la matière.

CONTACT

https://collectifddh.fr/

collectifddh@gmail.com

RÉFÉRENCES ET SOURCES

Ce bulletin est rédigé grâce à

Association Solidarity with OTHERS située à Bruxelles

et

Fondation de Turquie des droits humains (TIHV) située en Turquie.